


S'affranchir de la mesure du PIB pour analyser l'évolution de la richesse dans le monde

 [banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/01/30/moving-beyond-gdp-to-look-at-the-world-through-the-lens-of-wealth.print](https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/01/30/moving-beyond-gdp-to-look-at-the-world-through-the-lens-of-wealth.print)

C'est à la suite du sommet de la Terre de Rio, en 1992, qu'un groupe d'économistes de la Banque mondiale spécialistes des questions d'environnement a commencé à vouloir mesurer la « durabilité ». Pourquoi ? Parce que le principal indicateur de l'économie d'un pays, à savoir son produit intérieur brut (PIB), ne fournit aucun élément sur l'état de ses ressources naturelles (forêts, eau, minerais...), pourtant indispensables pour assurer une croissance économique durable là où elles sont abondantes. Convaincus de pouvoir effectuer un suivi systématique des « actifs » que sont par exemple les forêts et les minerais — à l'instar d'autres actifs produits comme les bâtiments, les machines-outils, les routes ou les ponts — ils ont créé cette notion de « richesse » pour la distinguer du « revenu », correspondant pour la plupart des pays au PIB.

Vingt ans plus tard, la Banque mondiale publie sa troisième évaluation de la richesse. *The Changing Wealth of Nations 2018* intègre un éventail plus large d'actifs qui composent la richesse d'un pays et améliore la méthodologie utilisée. Si le principe du suivi des ressources naturelles est toujours au cœur de cette recherche, le rapport met désormais en lumière comment le développement durable passe par la gestion d'un « portefeuille d'actifs » comprenant les ressources produites, naturelles et humaines.

Le rapport étudie l'évolution de la richesse de 141 pays entre 1995 et 2014, en prenant en compte le capital naturel (forêts et ressources minières, par exemple), le capital humain (revenus d'une personne sur toute sa vie), le capital produit (bâtiments, infrastructures, etc.) et les actifs étrangers nets. Le capital humain est ainsi mesuré pour la première fois tandis que les estimations relatives au capital naturel — qui englobe désormais les forêts et les terres agricoles mais également les combustibles fossiles et les minerais — ont été affinées.

Globalement, et c'est une bonne nouvelle, la richesse a augmenté. Les pays à revenu intermédiaire rattrapent les pays à revenu élevé et détiennent ainsi une part supérieure de la richesse. Plus d'une vingtaine de pays à faible revenu, dont la richesse provient essentiellement de leur capital naturel, sont devenus des pays à revenu intermédiaire — en partie parce qu'ils ont prudemment investi ces gains dans les infrastructures et dans l'éducation. Mais cela ne doit pas occulter certaines évolutions moins réjouissantes, comme la dévalorisation des forêts productives et le déclin ou la stagnation de la richesse par habitant dans plus d'une vingtaine de pays.

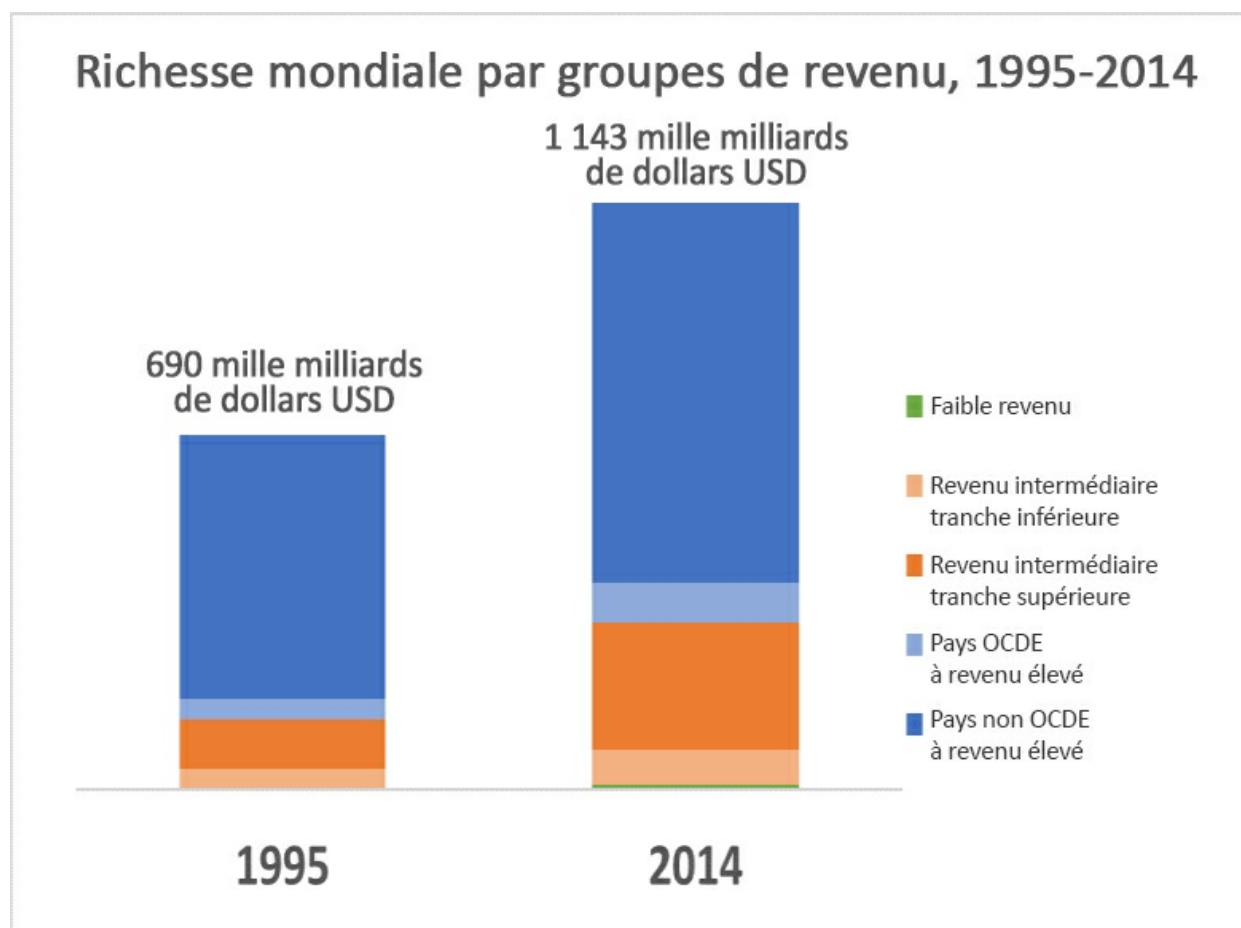
Le rapport établit trois constats majeurs :

Les inégalités persistent malgré l'augmentation de la richesse mondiale

Dans les pays de l'OCDE à revenu élevé, la richesse par habitant mesurée aux taux de change du marché est 52 fois supérieure à celle des pays à faible revenu. Dans plus d'une vingtaine de pays, la richesse par habitant a reculé ou stagné. Ce déclin de la richesse par

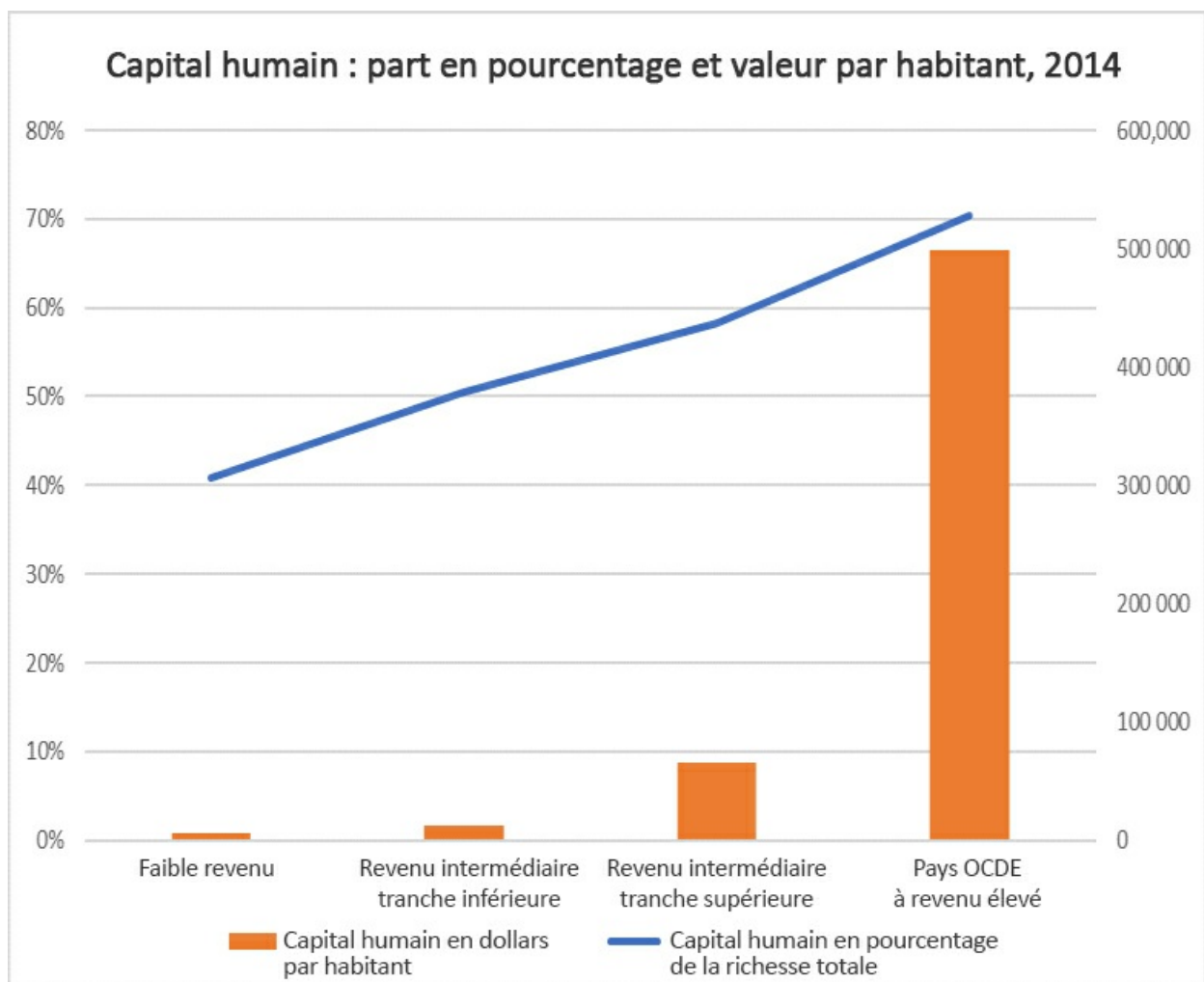
habitant est le signe d'un risque d'épuisement des actifs essentiels pour générer les revenus futurs, un point dont les chiffres de la croissance du PIB national ne rendent bien souvent pas compte. Cette évolution concerne plusieurs grands pays à faible revenu, certains pays du Moyen-Orient riches en hydrocarbures et quelques pays de l'OCDE à revenu élevé touchés par la crise financière de 2009.

Avec un quasi-doublement de leur niveau de richesse, les pays à faible revenu affichent une hausse supérieure à la moyenne mondiale de 66 %. Mais la pression démographique que connaissent bon nombre d'entre eux signifie que la richesse par habitant y a souvent progressé à un rythme inférieur à la moyenne mondiale. C'est particulièrement vrai en Afrique subsaharienne, où cet indicateur n'a pratiquement pas bougé depuis 1995.



L'investissement dans les individus est un levier essentiel

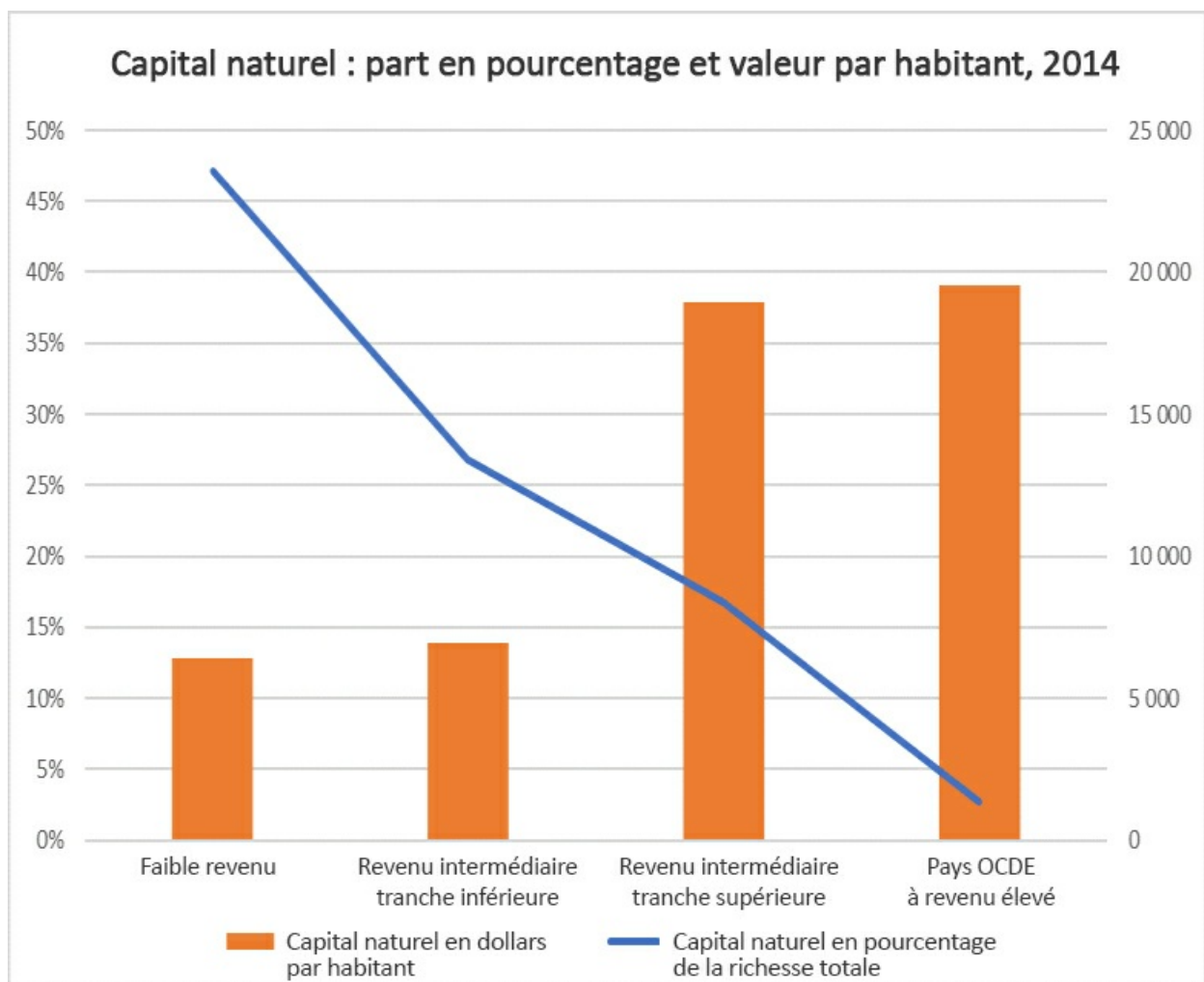
Le capital humain représente les deux tiers de la richesse mondiale, plus que toutes les autres formes de capital. Selon le rapport, le capital humain s'établit autour de 70 % de la richesse dans les pays à revenu élevé, contre seulement 40 % dans les pays à faible revenu. Les estimations sont calculées à partir de la valeur actualisée des revenus futurs de la main-d'œuvre, en prenant en compte le niveau d'instruction et les compétences, mais également l'expérience et la probabilité à différents âges de faire partie de la population active. Le rapport démontre avec force l'utilité économique de l'investissement dans le capital humain pour accroître la richesse et stimuler la croissance de demain.



Il faut exploiter le capital naturel sans le détruire

Dans les pays à faible revenu, les ressources naturelles représentent toujours l'essentiel de la richesse. Dans dix des 24 pays de ce groupe, le capital naturel représente plus de 50 % de la richesse, en raison essentiellement de l'importance des terres agricoles et des forêts. La diminution de la part du capital naturel dans la richesse totale des pays à revenu élevé signifie que ces pays n'ont pas besoin de liquider leurs actifs pour progresser — bien au contraire : cela prouve qu'il faut gérer ce capital de manière à en accroître la valeur pour les générations à venir, ce qui transparaît clairement dans la composition de la richesse des pays à revenu élevé, où la valeur du capital naturel est trois fois supérieure à celle des pays à faible revenu.

Les pays à faible revenu ont la possibilité de se développer en exploitant leurs ressources naturelles renouvelables, comme les forêts, et en gérant de manière durable leurs ressources foncières, qui constituent souvent une part importante de leurs actifs. Les recettes tirées de ressources non renouvelables (minerais ou combustibles fossiles) peuvent servir à renforcer d'autres actifs (infrastructures ou capital humain par exemple) qui continueront à produire des revenus même quand les ressources minières seront épuisées.



Perspectives

Au-delà de l'intérêt évident de ce nouveau rapport, qui repousse les limites de la comptabilisation de la richesse, il est clair que la couverture et l'étendue de cette recherche peuvent être encore renforcées. La prochaine frontière pour l'analyse du capital naturel consistera à inclure les ressources pour lesquelles les données actuellement disponibles sont insuffisantes : eau, stocks halieutiques, sources d'énergie renouvelables et plusieurs services écosystémiques critiques. La Banque mondiale travaille également à deux études de suivi basées sur des estimations du capital humain. La première s'intéressera au coût des inégalités hommes-femmes dans le monde tandis que la seconde exploitera des données sur le capital humain pour analyser notamment les gains découlant de la diminution des retards de croissance, des investissements dans l'éducation ou de l'élimination des mariages précoces.

Les chercheurs de la Banque mondiale espèrent ainsi généraliser la prise en compte de toutes les dimensions de la richesse et permettre ainsi aux pays de mieux équilibrer leur portefeuille d'actifs au service d'une croissance et d'une prospérité durables.